



## PROCES-VERBAL DU BUREAU SYNDICAL DU VENDREDI 7 NOVEMBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq le 7 novembre à 10h30, le Bureau Syndical du Syndicat Départemental d'Energies du Calvados, légalement convoqué le vendredi 31 octobre 2025, s'est réuni, en séance publique, à Caen (salle Marcel RESTOUT du SDEC ÉNERGIE), sous la présidence de Madame Catherine GOURNEY-LECONTE, Présidente.

### Présents :

Madame BAREAU Anne-Marie, Monsieur BENOIST Claude, Monsieur BOUGAULT Rémi, Monsieur CAPOËN Philippe, Monsieur CHÉRON Denis, Madame FLEURY Catherine, Monsieur GERMAIN Patrice, Madame GODIER Edith, Madame GOURNEY-LECONTE Catherine, Monsieur GUILLOUARD Jean-Luc, Monsieur GUIMBRETIERE Hervé, Monsieur KANZA MIA DIYEKA Théophile, Monsieur LE FOLL Alain, Monsieur LECERF Marc (*jusqu'à l'acte 2025-06-BS-DB-10 inclus*), Monsieur LEPAULMIER Jean, Monsieur MALOISEL Gilles.

### Absents ou excusés :

Monsieur BAIL Romain, Monsieur BOUJRAD Abderrahman, Monsieur GIRARD Henri, Monsieur GUÉGUÉNIAT Franck, Monsieur HEURTIN Jean-Yves, Monsieur POISSON Cédric, Monsieur RIOU Corentin, Monsieur RUON Vincent.

**Autres excusés ayant donné pouvoir :** Monsieur LAGALLE Philippe a donné pouvoir à Monsieur LEPAULMIER Jean.

Etaient également présents, Messieurs RAFFRAY Alban, Directeur Général des Services, DANIEL Jérôme, Directeur Général Adjoint Ressources et Concessions et LEBARBIER Stéphane, Directeur Général Adjoint Réseaux et Transition Energétique.

**Secrétaire de séance :** Monsieur LEPAULMIER Jean a été nommé secrétaire de séance.

Le Bureau Syndical étant composé de 25 membres, Madame la Présidente constate le quorum par la présence de 16 membres et déclare la séance ouverte.

L'ordre du jour est conforme à la convocation.

### I. COMMUNICATIONS DE LA PRESIDENTE

- Approbation du procès-verbal de la séance du 26 septembre 2025
- Compte-rendu des décisions de la Présidente
- Marchés publics
- Transferts des compétences « Signalisation Lumineuse » et « Energies Renouvelables »
- Actualités

### II. TRAVAUX DES COMMISSIONS

#### Concessions électricité et gaz

- Protocoles B - actualisation de la valeur vénale des terrains situés hors zones constructibles pour la constitution de droits réels de jouissance spéciale sur des propriétés privées
- Bilan du rapport de contrôle 2024 – Données 2023 – PRIMAGAZ
- Modification des zonages de raccordement des installations d'injection de biogaz

#### Développement économique

- Aides aux extensions pour activités économiques et ouvrages communaux, intercommunaux

#### Transition Energétique

- Création d'un ou plusieurs opérateurs pour favoriser le développement des projets de production ENR
- Programme d'Accompagnement des Collectivités à la Transition Energétique (PACTE) – Renouvellement de trois conventions
- Modalités de prise en charge des frais d'assurance et de publicité dans le cadre du service de CEP niveau 3



#### Mobilités bas carbone

- Apport d'une aide financière pour le déplacement d'une borne de recharge - Gouvix
- Convention de mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau d'IRVE

#### Travaux sur les réseaux publics d'électricité

- Programme de raccordement au réseau public d'électricité – 7ème tranche 2025
- Programme de renforcement du réseau public d'électricité – 1ère tranche 2026

#### Eclairage public et signalisation lumineuse

- Eclairage public et Signalisation Lumineuse – 6ème tranche de travaux 2025 < 40 k€ HT

## I - COMMUNICATIONS DE LA PRESIDENTE

### APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 26 SEPTEMBRE 2025

Madame la Présidente soumet aux membres du Bureau Syndical le procès-verbal de la réunion du 26 septembre 2025, qui leur a été transmis avec leur convocation.

*Aucune observation n'ayant été formulée, le procès-verbal de la réunion du 26 septembre 2025 est approuvé.*

### COMPTE-RENDU DES DECISIONS DE LA PRESIDENTE

Madame la Présidente rend compte des décisions qu'elle a prises, depuis le Bureau Syndical du 26 septembre dernier, en vertu de la délégation du Comité Syndical du 30 mars 2023, à savoir :

| Objet                     |   |   |  |
|---------------------------|---|---|--|
| Transition<br>Énergétique | Conseil en<br>Energie Partagé   | Niveau 1  | Adhésion de la commune de Moyaux   |
|                           |   | Niveau 2  | Adhésion des communes de Saint-Julien-sur-Calonne et Trouville-sur-Mer   |
|                           | Avenants aux conventions PROGRES pour le financement de travaux de rénovation énergétique des établissements scolaires  |   | Avenant n° 1 à la convention PROGRES 2022 – Evrecy : Report de la date de fin des travaux                          |
|                           |   |   | Avenant n° 1 à la convention PROGRES 2022 – Saint Germain la Blanche Herbe : Report de la date de fin des travaux  |
|                           |   |   | Avenant n° 1 à la convention PROGRES 2023 - Saint-Pierre-Canivet : Report des dates de début et de fin des travaux |
|                           | Compétence Contribution à la Transition Energétique   |   | Validation du financement du plan d’actions 2025 de Vire-Normandie   |
|                           |   |   | Validation du financement du plan d’actions 2026 de Valdallière  |
|                           | Expérimentation d’étude par un programmiste : signature d’une convention avec la commune de Grandcamp-Maisy pour définir le programme de rénovation de sa salle omnisport |   |  |
| Mobilité durable          | Aides Financières   | Acquisition d’un véhicule électrique d’occasion par la commune d’Argences |  |
| Marchés publics           | Déclaration d'infructuosité - Lots 1, 2, 3 et 6 du marché services d'assurances   |   |  |

*Le Bureau Syndical prend acte de l'ensemble des décisions présentées, publiées et mises en œuvre depuis la séance du Bureau Syndical du 26 septembre 2025.*



## MARCHES PUBLICS

### ○ Consultations en cours

Les consultations suivantes ont été lancées depuis le dernier Bureau Syndical :

| Objet   | Type de procédure     |
|---|-----------------------|
| Services d'assurance (Lots 1, 2, 3 et 6 déclarés infructueux faute d'offres)  | Appel d'offres ouvert |
| Fourniture de mâts d'éclairage public 2026  |                       |
| Refonte du portail internet du SDEC ÉNERGIE   | Adaptée ≥ 40 000 € HT |
| Assistance juridique et financière dans le cadre de la modification éventuelle de l'article 49b du cahier des charges de concession « modèle 2017 » |                       |

*Le Bureau Syndical prend acte du lancement de ces consultations.*

### ○ Résultat d'une consultation, nécessitant une délibération – Procédure adaptée ≥ 40 000 € HT

Vu le rapport de la Présidente au Bureau Syndical, joint en annexe de la délibération sous OXYAD :

| Objet  | Attributaire     | MONTANT     |
|--|------------------|-------------|
| Vérifications réglementaires des installations d'éclairage public et de signalisation lumineuse, neuves, remaniées ou existantes, des bornes de recharge électriques et des installations électriques des locaux du SDEC ÉNERGIE | DEKRA INDUSTRIAL | 15 680 € HT |

*Après avoir entendu les rapports de Madame la Présidente, le Bureau Syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

- *DECIDE d'attribuer le marché à l'entreprise DEKRA INDUSTRIAL, pour un montant du DQE de 15 680.00 € HT ;*
- *CHARGE Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et de tout acte s'y rapportant lorsque les crédits sont inscrits au budget, y compris tout éventuel avenant ;*
- *CHARGE Madame la Présidente d'en rendre compte au Comité Syndical.*

### ○ Avenants ne nécessitant pas de délibération

| Marchés  | Lots                         | Entreprises   | Objet de l'avenant                                   |
|--|------------------------------|---|--|
| Travaux pour la rénovation énergétique de la Salle Polyvalente de Vimont   | Lot n° 7 : Peinture          | GILSON SAS  | Avenant n° 1 : Travaux supplémentaires (+ 27.55%)    |
| Travaux pour la rénovation énergétique de la salle polyvalente de Condé-sur-Ifs  | Lot 1 : Gros œuvre carrelage | LGO & ASSOCIES  | Avenant n° 2 : Travaux supplémentaires (+2.69%)      |
| Etude de faisabilité technique, économique et d'organisation juridique pour la réalisation d'un réseau de chaleur urbain bois énergie à Villers-Bocage |                              | CEDEN (Cabinet d'Etudes sur les Déchets et l'Energie) | Avenant n° 1 : Prestations supplémentaires (+34.59%) |

*Le Bureau Syndical prend acte de cette communication.*



○ Reconductions de marchés :

Les reconductions de marchés présentées dans la note de synthèse sont rappelées au Bureau Syndical :

| Marchés  | Lots   | Titulaire   | Durée                  | Prise d'effet | Date de la reconduction | Fin maxi   |
|--|--|---|------------------------|---------------|-------------------------|------------|
| Prestations de conseil juridique   | Lot 1 : Droit de l'énergie                         | SEBAN ET ASSOCIES                                 | 12 mois<br>3 x 12 mois | 10/01/2025    | 10/01/2026              | 09/01/2029 |
|  | Lot 2 : Droit institutionnel                       | SEBAN ET ASSOCIES                                 | 12 mois<br>3 x 12 mois | 10/01/2025    | 10/01/2026              | 09/01/2029 |
|  | Lot 3 : Droit de la fonction publique territoriale | CHARREL ET ASSOCIES                               | 12 mois<br>3 x 12 mois | 09/01/2025    | 09/01/2026              | 08/01/2029 |
|  | Lot 4 : Droit de la commande publique              | PARME AVOCATS                                     | 12 mois<br>3 x 12 mois | 09/01/2025    | 09/01/2026              | 08/01/2029 |
|  | Lot 5 : Droit des finances publiques               | SEBAN ET ASSOCIES + ARBOR<br>TOURNOUD ET ASSOCIES | 12 mois<br>3 x 12 mois | 10/01/2025    | 10/01/2026              | 09/01/2029 |
|  | Lot 6 : Droit public et privé                      | SCP LONQUEUE ET ASSOCIES                          | 12 mois<br>3 x 12 mois | 07/01/2025    | 07/01/2026              | 06/01/2029 |
| AC 2024 - Groupement de commandes pour la fourniture et l'acheminement d'électricité, de gaz naturel et services associés                                  | Lot 1 : Electricité (C5)                           | TOTAL ENERGIES / PLUM                             | 24 mois<br>2 x 12 mois | 01/01/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
|  | Lot 2 : Electricité (C4,3,2)                       | TOTAL ENERGIES / PLUM                             | 24 mois<br>2 x 12 mois | 01/01/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
|  | Lot 3 : Gaz  | TOTAL ENERGIES / GAZ DE BORDEAUX                  | 24 mois<br>2 x 12 mois | 01/01/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
| Contrat de conseil et d'assistance permanente en assurance   | -  | -   | 12 mois<br>3 x 12 mois | 01/01/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
| Travaux souterrains sur les réseaux : électricité, éclairage, génie civil de communications et infrastructures de recharge pour véhicules électriques 2024 | Lot 5a : CC Seullès Terre et Mer                   | OMEXOM DISTRIBUTION                               | 18 mois<br>2 x 12 mois | 07/06/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
|  | Lot 9a : CC Terre d'Auge                           | RESEAUX ENVIRONNEMENT + SPIE<br>CITYNETWORKS      | 18 mois<br>2 x 12 mois | 04/06/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
|  | Lot 10a : CA Lisieux Normandie                     | RESEAUX ENVIRONNEMENT + SPIE<br>CITYNETWORKS      | 18 mois<br>2 x 12 mois | 04/06/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
|  | Lot 13a : CC Cingal Suisse Normande                | OMEXOM DISTRIBUTION                               | 18 mois<br>2 x 12 mois | 07/06/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
|  | Lot 16a : CC Pré-Bocage Intercom                   | OMEXOM DISTRIBUTION                               | 18 mois<br>2 x 12 mois | 07/06/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
| Maintenance du système de télésurveillance de carrefours à feux  |  | GERTRUDE SAEM                                     | 12 mois<br>3 x 12 mois | 07/01/2025    | 07/01/2026              | 06/01/2029 |



| Marchés   | Lots  | Titulaire  | Durée                  | Prise d'effet | Date de la reconduction | Fin maxi   |
|---|---|--|------------------------|---------------|-------------------------|------------|
| Travaux et maintenance EP / SL 2024                   | Lot 1 : BAYEUX - BESSIN - BOCAGE - VIRE NOIREAU           | TEIM - INEO  | 12 mois<br>3 x 12 mois | 01/01/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
|   | Lot 2 : CAEN OUEST - SEULLES TERRE ET MER - CŒUR DE NACRE | TEIM - INEO  | 12 mois<br>3 x 12 mois | 01/01/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
|   | Lot 3 : CAEN SUD - ORNE ET ODON - SUISSE NORMANDE         | TEIM - INEO  | 12 mois<br>3 x 12 mois | 01/01/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
|   | Lot 4 : CAEN NORD - CAEN EST                              | GAGNERAUD CONSTRUCTION + SPIE CITYNETWORKS + RESEAUX ENVIRONNEMENT | 12 mois<br>3 x 12 mois | 01/01/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
|   | Lot 5 : PAYS D'AUGE NORD                                  | GAGNERAUD CONSTRUCTION + SPIE CITYNETWORKS + RESEAUX ENVIRONNEMENT | 12 mois<br>3 x 12 mois | 01/01/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
|   | Lot 6 : LISIEUX - VAL ES DUNES - PAYS DE FALAISE          | GAGNERAUD CONSTRUCTION + SPIE CITYNETWORKS + RESEAUX ENVIRONNEMENT | 12 mois<br>3 x 12 mois | 01/01/2024    | 01/01/2026              | 31/12/2027 |
| Maintenance du système anti-intrusion du SDEC ÉNERGIE | –   | DALIGAULT  | 12 mois<br>3 x 12 mois | 15/01/2025    | 15/01/2026              | 14/01/2029 |
| Prestations de nettoyage des locaux du SDEC ÉNERGIE   | –   | JBS PROPLETE   | 12 mois<br>3 x 12 mois | 01/01/2025    | 01/01/2026              | 31/12/2028 |
| Entretien des espaces verts                           | –   | APAEI CAEN (ESAT LEBISEY)  | 12 mois<br>3 x 12 mois | 07/01/2025    | 07/01/2026              | 06/01/2029 |

Le Bureau Syndical prend acte de ces reconductions de marchés.

○ **Sous-traitances :**

Dans le cadre de ses marchés, le SDEC ÉNERGIE a été saisi des demandes de sous-traitances suivantes :

| TRAVAUX SOUTERRAINS – MARCHÉ 2022                                  |                               |                |   |            |
|--|-------------------------------|----------------|---|------------|
| Lots   | Titulaire                     | Sous-Traitants | Nature des prestations sous-traitées            | Montant HT |
| Lot 7<br>CC Normandie Cabourg<br>Pays d'Auge – CU Caen la Mer Nord | GARCZYNSKI TRAPLOIR<br>OMEXOM | COLAS          | Réfection de tranchée sur trottoir - OUISTREHAM | 22 440 €   |



| TRAVAUX RESEAUX – MARCHÉ 2024        |                             |                |                                      |            |
|--------------------------------------|-----------------------------|----------------|--------------------------------------|------------|
| Lots                                 | Titulaire                   | Sous-Traitants | Nature des prestations sous-traitées | Montant HT |
| Lot 13A<br>CC Cingal Suisse Normande | OMEXOM DISTRIBUTION<br>CAEN | GTCA           | Travaux d'effacement - CLECY         | 120 000 €  |

| TRAVAUX POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE DE LA SALLE POLYVALENTE DE VIMONT |            |                  |  |            |
|--|------------|------------------|--|------------|
| Lots   | Titulaire  | Sous-Traitants   | Nature des prestations sous-traitées   | Montant HT |
| Lot 7<br>Peinture  | GILSON SAS | L'ART DU PONCAGE | Ponçage et vitrification de<br>parquet | 5 060 €    |

Le Bureau Syndical prend acte de ces sous-traitances.

#### TRANSFERTS DES COMPETENCES « SIGNALISATION LUMINEUSE » ET « ENERGIES RENOUVELABLES »

Conformément aux dispositions de l'article 5.2 des statuts du SDEC ÉNERGIE, applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2017, Madame la Présidente propose au Bureau Syndical de se prononcer sur les demandes de transferts des compétences suivantes, enregistrées depuis le Bureau Syndical du 26 septembre 2025 :

##### ○ Transferts de la compétence « Signalisation Lumineuse »

| Collectivité        | Date de la délibération |
|---------------------|-------------------------|
| CREULLY-SUR-SEULLES | 17 septembre 2025       |
| CANAPVILLE          | 22 septembre 2025       |

Les communes possédant un actif relevant de la compétence « Signalisation Lumineuse », un état contradictoire du patrimoine sera établi ultérieurement pour chacune.

##### ○ Transfert de la compétence « Energies Renouvelables »

| Collectivité      | Date de la délibération | Projet   |
|-------------------|-------------------------|--|
| OUILLY-LE-VICOMTE | 12 juin 2025            | Centrale photovoltaïque en toiture de la salle des fêtes<br>Revente totale – 160 m <sup>2</sup> de panneaux<br>Puissance installée : 36 kWc<br>Production annuelle 39 500 kWh – Investissement : 74 600 € HT |

La commune ne possède pas d'actif relevant de la compétence « Energies Renouvelables ». Madame la Présidente propose donc de fixer la valeur du patrimoine à 0 € à la date du transfert.



Après avoir entendu le rapport de Madame la Présidente, le Bureau Syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ACCEPTE le transfert de la compétence « Signalisation Lumineuse », visée à l'article 3.5 des statuts du SDEC ÉNERGIE, pour les communes de Canapville et Creully-sur-Seulles ;
- DIT que les communes possédant un actif relevant de la compétence « Signalisation Lumineuse », un état contradictoire du patrimoine sera établi ultérieurement pour chacune ;
- ACCEPTE le transfert de la compétence « Energies Renouvelables », visée à l'article 3.8 des statuts du SDEC ÉNERGIE, pour le projet d'installation d'une centrale photovoltaïque en toiture de la salle des fêtes de la commune d'Ouilly-le-Vicomte ;
- DIT que la valeur de l'actif à la date du transfert de la compétence « Energies Renouvelables » de la commune d'Ouilly-le-Vicomte s'élève à 0 € ;
- DECIDE de mettre en œuvre ces transferts de compétence, tant sur les aspects patrimoniaux, financiers et techniques
- CHARGE Madame la Présidente de la mise en œuvre de ces décisions et l'autorise à signer tous les actes et documents s'y rapportant.

Ces nouveaux transferts portent le nombre de transferts de la compétence « Signalisation Lumineuse » à 50 (50 communes) et celui de la compétence « Energies renouvelables » à 32 (29 communes et 3 EPCI).

## ACTUALITES

### ➤ Ordre du jour prévisionnel du Comité Syndical du 18 décembre 2025

Madame la Présidente confirme que le prochain Comité Syndical du SDEC ÉNERGIE se réunira le jeudi 18 décembre 2025 à 14h00, dans la salle Normandie de la CCI Caen Normandie à Saint-Contest.

A ce jour, son ordre du jour pourrait être le suivant :

|                        |             |  |
|------------------------|-------------|--|
| Actualités du syndicat |             | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Approbation du PV du Comité Syndical du 9 octobre 2025,</li> <li>– Compte-rendu des décisions de la Présidente,</li> <li>– Etat des transferts de compétences,</li> <li>– Agenda du Comité Syndical.</li> </ul>   |
| Intérêt commun         | Finances    | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Financement des participations des membres aux travaux par fonds de concours,</li> <li>– Débat d'orientations budgétaires, sur la base du Rapport d'Orientations Budgétaires : Budget principal et budgets annexes 2026,</li> <li>– Subventions d'équilibre pour les deux budgets annexes « Mobilité Durable » et « Energies Renouvelables » 2025,</li> <li>– Ouverture des crédits d'investissement avant les votes des budgets 2026.</li> </ul>   |
|                        | Electricité | <ul style="list-style-type: none"> <li>– Avenant n°1 à la convention cadre tripartite relative à l'occupation du domaine public autoroutier concédé (DPAC) par les réseaux publics de distribution d'électricité sur le département du Calvados liant la société des autoroutes PARIS-NORMANDIE (SAPN), le SDEC ÉNERGIE et Enedis,</li> <li>– Avenant n°3 à la convention d'échanges dans le cadre de l'exécution des travaux du SDEC ÉNERGIE,</li> <li>– Avenant n°3 à la convention relative à la valorisation par le concessionnaire des ouvrages construits sous la maîtrise d'ouvrage de l'autorité concédante (convention VRG - Valorisation des Remises Gratuites des ouvrages).</li> </ul> |



|                          |     |  |
|--------------------------|-----|--|
| Compétences optionnelles | Gaz | - Bilan des rapports de contrôle ANTARGAZ ENERGIES et PRIMAGAZ 2024 – Données 2023.  |
|                          | ENR | - Création d'un ou plusieurs opérateurs pour favoriser le développement et la massification des projets de production d'EnR. |

*Le Bureau Syndical prend acte de cette communication.*

#### ➤ Visite de l'Escape Game

Le syndicat accueille dans ses murs, au sein de la Maison de l'Energie, un Escape Game Pédagogique, outil unique et novateur. Nombreux sont ceux qui ont déjà pu y participer.

Madame la Présidente rappelle qu'à l'issue de ce bureau et après déjeuner (vers 14h00), les élus intéressés sont invités à une présentation de l'escape Game.

La mission consiste à remonter le temps pour traquer le gaspillage énergétique de chaque époque (1927, 1989 et 2030). A partir d'énigmes en lien avec la consommation et les ressources d'énergie, les joueurs vont, tour à tour, débloquer des sources d'énergie pour satisfaire la demande d'énergie de chaque période, tout en limitant l'impact sur la planète. L'enjeu est de réduire les consommations d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre afin de limiter le réchauffement climatique.

Cette animation permet, grâce à son format immersif et coopératif, d'aborder les enjeux de transition énergétique et écologique de façon ludique. Elle invite les participants à s'interroger sur leur empreinte carbone et à réfléchir à des pistes d'action (déplacements, alimentation, déchets, loisirs, habitat, ...).

*Le Bureau Syndical prend acte de cette communication.*

#### ➤ Echéancier du 2<sup>nd</sup> semestre 2025

Madame la Présidente présente les changements de dates ou d'horaires des commissions internes suivantes :

|  |   |
|--|---|
| Commission « <b>Administration générale, finances, cartographie et usages numériques</b> » | <del>Lundi 17 novembre – 9h30</del><br>Mardi 25 novembre 2025 - <b>10h00</b>    |
| Commission « <b>Transition Energétique</b> »   | <del>Mercredi 19 novembre – 9h30</del><br>Lundi 24 novembre 2025 - <b>14h00</b> |

Le planning des échéances du 2<sup>nd</sup> semestre 2025, mis à jour, sera transmis à l'ensemble des membres du Bureau Syndical à l'issue de cette séance.

*Le Bureau Syndical prend acte de cette communication.*



## II-TRAVAUX DES COMMISSIONS

### CONCESSIONS ELECTRICITE ET GAZ

Monsieur Rémi BOUGAULT, Vice-Président en charge des concessions électricité et gaz, présente les travaux de la commission réunie le 14 octobre 2025, qui nécessitent des délibérations du Bureau et du Comité Syndical.

#### ➤ Concession Electricité

#### **PROTOCOLES B - ACTUALISATION DE LA VALEUR VENALE DES TERRAINS SITUÉS HORS ZONES CONSTRUCTIBLES POUR LA CONSTITUTION DE DROITS REELS DE JOUISSANCE SPECIALE SUR DES PROPRIETES PRIVEES**

Monsieur le Vice-Président rappelle que, dans le cadre des travaux sous sa maîtrise d'ouvrage, le SDEC ÉNERGIE peut être amené à implanter un poste de transformation au sol ou une armoire de coupure HTA ou des canalisations souterraines, sur une propriété privée.

Le Syndicat conclut alors une convention sous seing privé relative à la constitution d'un droit réel de jouissance spéciale, qui est ensuite réitérée par acte notarié.

La délibération du Bureau Syndical du 28 juin 2019 fixe les modalités de calcul de l'indemnité qui est versée aux propriétaires des terrains d'assiette qui supportent les droits réels de jouissance spéciale utiles à l'implantation des ouvrages réalisés par le SDEC ÉNERGIE.

La valeur retenue pour les terrains non constructibles est égale à 50 % de la valeur vénale des terres agricoles correspondant à la moyenne « prix haut » la plus importante relevée dans les différents secteurs du département du Calvados, telle qu'elle est fixée par l'arrêté annuel portant fixation du barème indicatif de la valeur vénale moyenne des terres agricoles. Cette décision a été publiée le 29 août 2025.

Au vu des valeurs fixées dans cette dernière et conformément aux dispositions de la délibération du 28 juin 2019, la commission propose de conserver, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, la valeur de l'indemnité qui est versée aux propriétaires concernés, pour les zones non constructibles, fixée à 1,080 €/m<sup>2</sup> depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Madame la Présidente soumet cette proposition à l'approbation du Bureau Syndical.

*Après avoir entendu le rapport de Madame la Présidente, le Bureau Syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

- *DECIDE de fixer le montant de l'indemnité, qui est versée aux propriétaires des terrains d'assiette qui supportent les droits réels de jouissance spéciale utiles à l'implantation des ouvrages réalisés par le SDEC ÉNERGIE pour ce qui concerne les terrains hors zones constructibles, lorsqu'elle est due, à 1,080 €/m<sup>2</sup> à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 ;*
- *AUTORISE Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et à signer tous les actes et documents s'y rapportant.*

#### ➤ Concessions Gaz

#### **BILAN DU RAPPORT DE CONTROLE 2024 – DONNEES 2023 – PRIMAGAZ**

Comme chaque année, le service des Concessions du SDEC ÉNERGIE procède aux missions de contrôle auprès des différents concessionnaires.

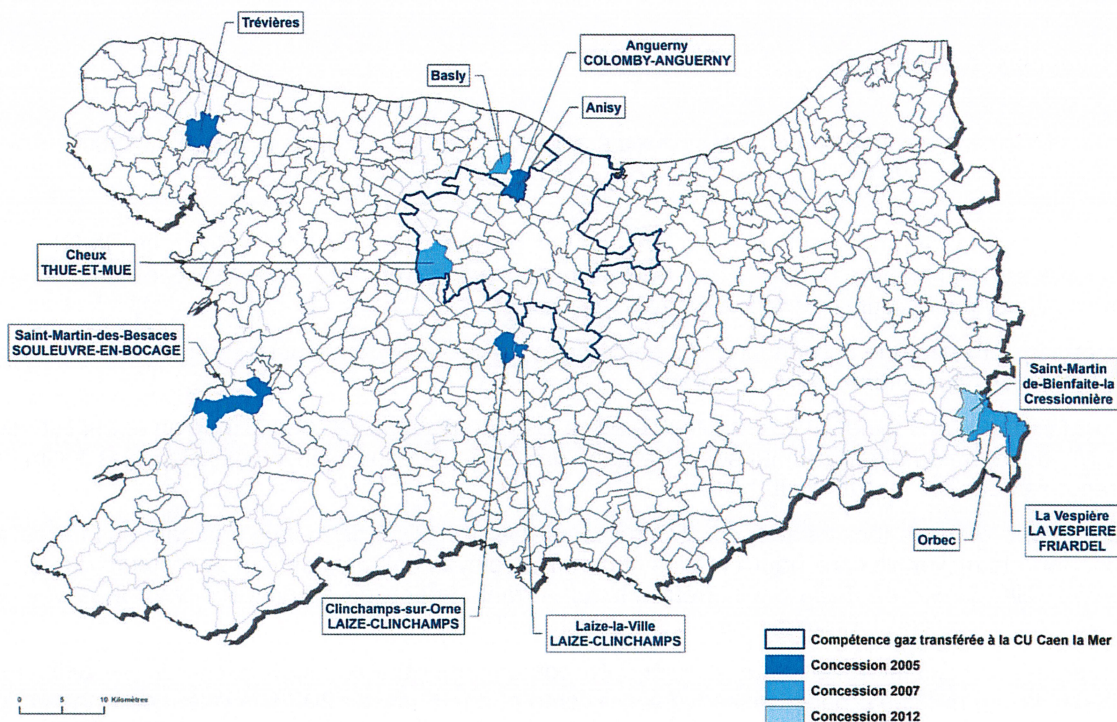


Concernant le concessionnaire PRIMAGAZ, ce contrôle réalisé en 2024 portait sur les données 2023 relatifs aux usagers, aux travaux, aux ouvrages des concessions, à la qualité de la fourniture et la sécurité et à la comptabilité des trois contrats de concessions (2005, 2007 et 2012).

Une synthèse de ce bilan est proposée au élus.

Il est rappelé que le périmètre de contrôle n'a pas évolué pour la mission de contrôle 2024.

9 communes sont desservies en gaz propane et 1 commune n'est pas desservie (Basly) :



Le périmètre géographique des concessions est rappelé comme suit :

|                        |   |
|------------------------|---|
| <b>Concession 2005</b> | Colomby-Angerny (Anguerny), Anisy, Laize-Clinchamps (Clinchamps sur Orne et Laize la Ville), Souleuvre-en-Bocage (Saint-Martin-des-Besaces), Trévières. |
| <b>Concession 2007</b> | Basly, Thue et Mue (Cheux), Orbec, La Vespière-Friardel, (La Vespière).   |
| <b>Concession 2012</b> | Saint-Martin-de-Bienfaite-la-Cressonnière   |

La synthèse des contrats à fin 2023 est présentée de la manière suivante :

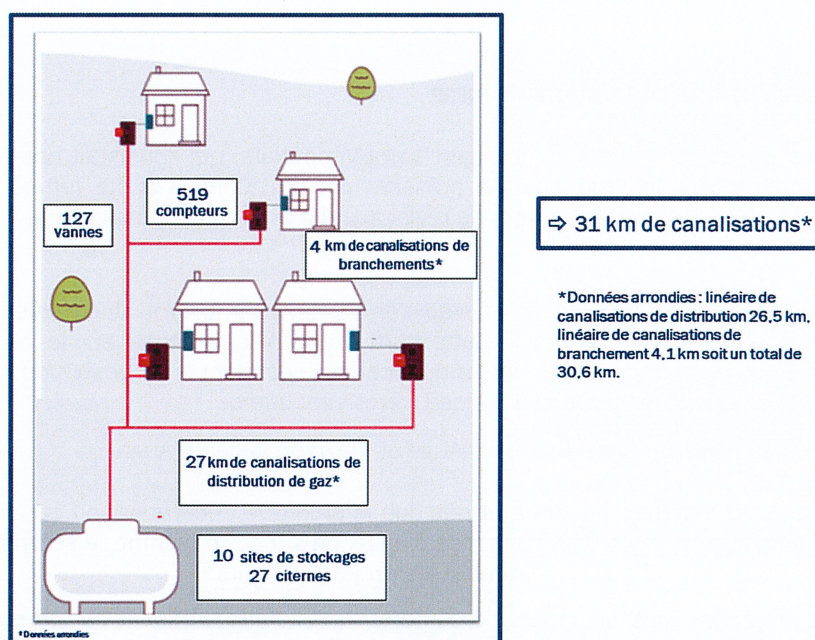
|   | Unité | Concession 2005 | Concession 2007 | Concession 2012 | Total |
|---|-------|-----------------|-----------------|-----------------|-------|
| Nombre d'usagers                            | nb    | 264             | 213             | 19              | 486   |
| Volumes consommés                           | GWh   | 2,4             | 3,3             | 0,9             | 6,6   |
| Longueurs de réseau (hors branchements)     | km    | 15,9            | 9,8             | 1,3             | 27    |
| Nombre d'incidents (sur ouvrages exploités) | nb    | 7               | 6               | 2               | 15    |
| Nombre d'usagers coupés (suite incidents)   | nb    | 0               | 0               | 1               | 1     |
| Valeurs nettes du patrimoine                | k€    | 1 033           | 894             | 130             | 2 057 |
| Dépenses annuelles investies                | k€    | 0               | 0               | 0               | 0     |
| Résultats d'exploitation                    | k€    | -23             | -429            | 71              |       |






2 points d'attention :

- Les investissements dans les différentes concessions sont nuls,
- Les chiffres présentés par le concessionnaire sont à analyser avec prudence car ce dernier n'a pas eu la capacité de fournir les éléments financiers sur une année calendaire (les mois de novembre et décembre 2023 ne sont pas comptabilisés, de sorte qu'une comparaison avec les années précédentes n'a pas d'intérêt.

L'inventaire technique se résume ainsi :



Monsieur le Vice-Président présente les principales conclusions de ce contrôle, à savoir :

|   |   |
|---|---|
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le Concessionnaire a clarifié plusieurs éléments fournis (notion de raccordement). Cette clarification doit se poursuivre.</li> <li>- Taux de réseau en classe A à 100% ou relevant des exceptions réglementaires pour toutes les communes (en unités urbaine ou non). Correction de la base de données (cf. erreur classement en classe C).</li> <li>- Les documents techniques communiqués par le Concessionnaire sont exhaustifs mais leurs corrections complexifient la mission de contrôle.</li> <li>- Baisse du nombre d'usagers coupés et des réclamations.</li> </ul>  |
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plusieurs indicateurs, compte tenu de leurs évolutions, sont sous surveillance (évolution du nombre de consommateurs, évolution des reliquats, évolution du nombre d'usagers coupés, du nombre d'incidents, compteurs en retard de remplacement...).</li> <li>- Le développement des concessions est limité. En ce qui concerne les Concessions 2005 et 2012, ce développement est nul. La RE2020 limite le développement des réseaux gaz. Le Concessionnaire doit donc développer rapidement un gaz moins carboné.</li> <li>- Parfaire la complétude de documents transmis par des prestataires (procès-verbaux d'essais, procès-verbaux de réception, rapports de visites annuelles des réseaux).</li> <li>- Fiabiliser les données avant leur transmission au Concédant (cohérence entre inventaires techniques, cartographique et comptable), notamment concernant les vannes, les canalisations posées (caractéristiques), les citernes de stockage (années de fabrication), les coffrets.</li> </ul> |
|  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une partie des données fournies par le Concessionnaire pour l'exercice 2023 portent sur 10 mois au lieu de 12. Cette présentation n'est pas conforme, le compte rendu annuel d'activité se devant de couvrir l'année civile et non une partie de celle-ci.</li> <li>- Plusieurs indicateurs relatifs à la qualité de service ne sont pas satisfaisants (la consolidation des tarifs sociaux doit être mise en œuvre plus rapidement, absence de d'automatisation du conseil tarifaire, impossibilité de suivre le respect des délais standards ou convenus de réalisation des prestations annexes).</li> <li>- Le Concessionnaire doit corriger et compléter plusieurs données des inventaires comptables et la significativité des résultats des comptes d'exploitation doit s'améliorer.</li> </ul>  |

Le Bureau Syndical valide ce bilan de rapport de contrôle qu'il décide de présenter au Comité Syndical du 18 décembre 2025.



## MODIFICATION DES ZONAGES DE RACCORDEMENT DES INSTALLATIONS D'INJECTION DE BIOGAZ

Monsieur Rémi BOUGAULT rappelle que le chapitre 2.2.3 de la délibération de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) en date du 14 novembre 2019 portant décision sur les mécanismes encadrant l'insertion du biométhane dans les réseaux de gaz, précise la méthodologie de consultation des acteurs locaux qui doit être renouvelée tous les 2 ans.

Dans ce contexte, en sa qualité d'AODE – Autorité Organisatrice de la Distribution d'Energie, le syndicat a été invité à émettre des avis sur les 2 zonages suivants :

### ➤ REVISION DU ZONAGE BIOMETHANE DE LIVAROT-VIMOUTIERS

Pour rappel, un premier projet de révision du zonage Livarot-Vimoutiers, qui consistait notamment à proposer sa fusion avec le projet de zonage de Lisieux a été présenté cet été. Celui-ci a été refusé par la CRE dans sa délibération du 24 juillet 2025. Un nouveau projet de révision a été porté à la connaissance du Syndicat pour avis.

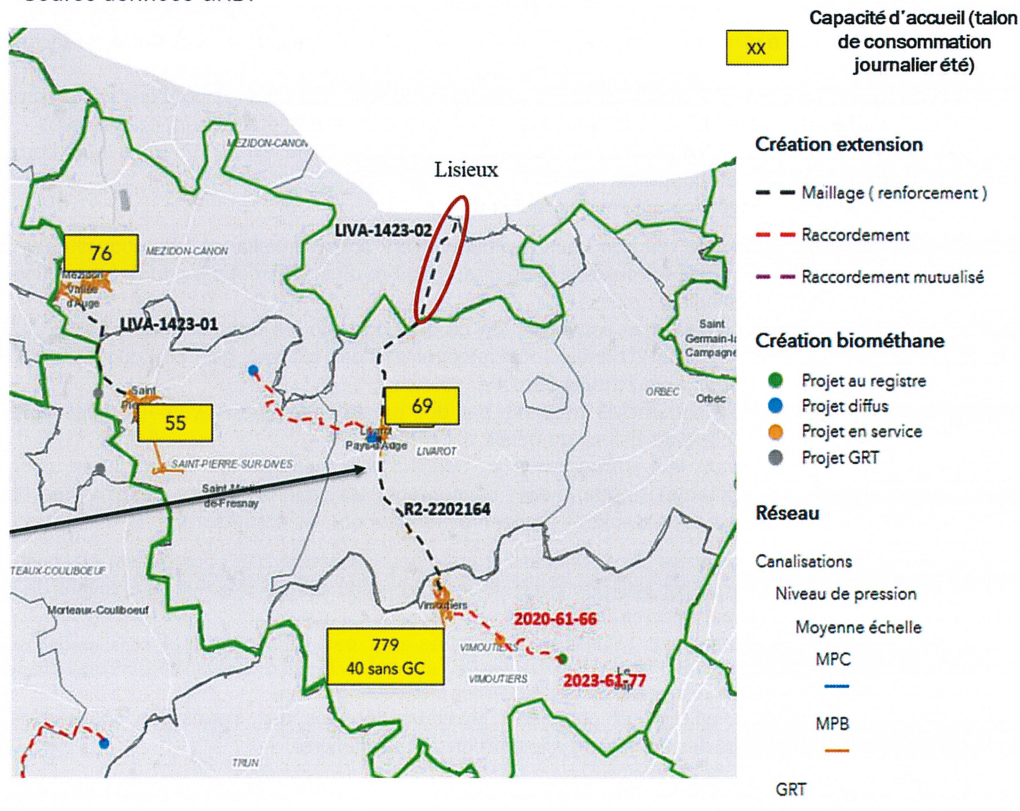
Ce dernier porte sur :

- Un projet de maillage entre Vimoutiers et Lisieux, en passant par Livarot. Une partie de ce maillage est en dehors du zonage révisé. Les coûts de cette partie du maillage située sur le zonage de Lisieux sont néanmoins affectés au zonage Livarot-Vimoutiers car ils répondent à un besoin de renforcement pour un projet de méthanisation situé sur le zonage de Livarot-Vimoutiers.
- Un projet de maillage reliant Saint-Pierre-en-Auge et Mézidon Vallée d'Auge.

Les consommations de gaz à Vimoutiers chuteront dès que le projet de décarbonation par changement d'énergie du principal industriel sera mis en place. Les capacités d'injection sur cette commune seront alors très inférieures aux besoins exprimés par l'unité en fonctionnement et les projets en cours.

Vu le besoin, pour les projets de méthanisation, de conforter un exutoire suffisant par un maillage avec la poche de consommation de Lisieux, sachant que le ratio technico-économique I/V de cette révision de zonage est inférieure à 4 700 €/Nm<sup>3</sup>/h, les élus de la commission ont émis un avis favorable aux propositions de maillages.

Source données GRDF



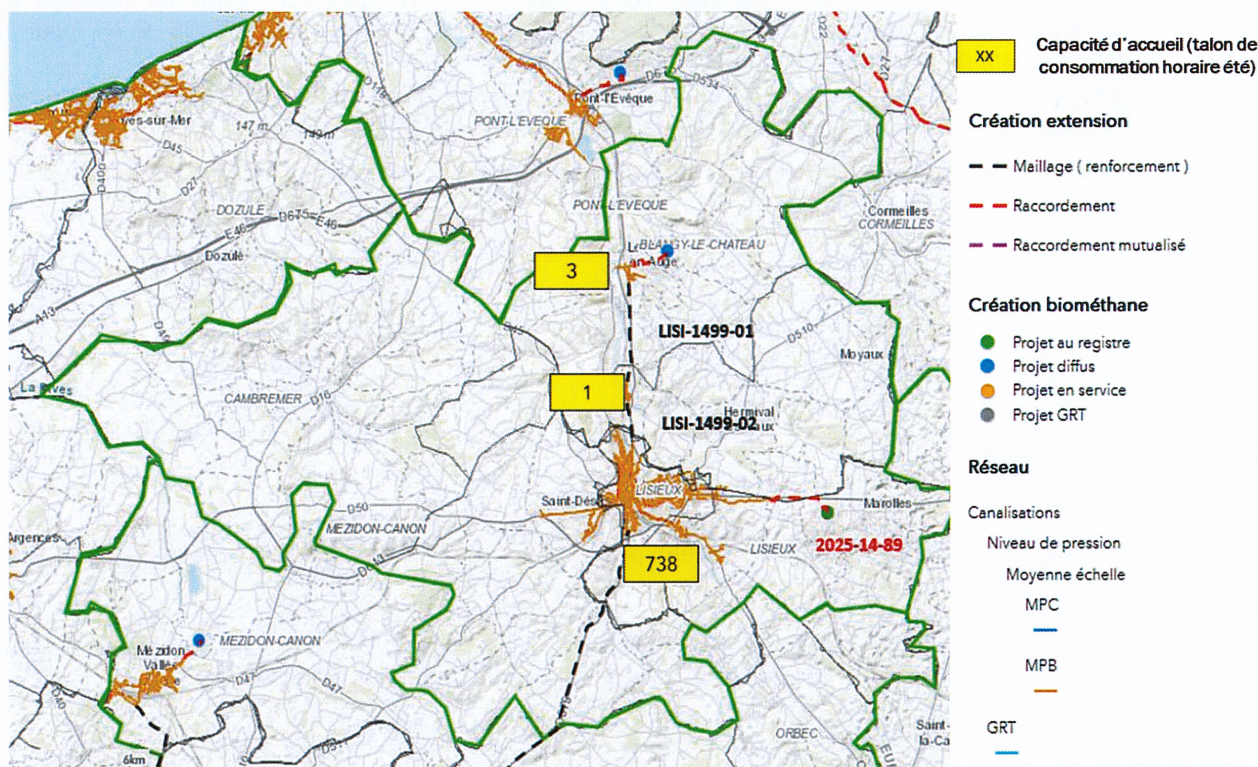


## ➤ CREATION DU ZONAGE DE RACCORDEMENT DE LISIEUX

Le projet de zonage de Lisieux porte sur la création d'un maillage entre Lisieux et le Breuil-en-Auge. Cette liaison permettra de conforter les capacités d'injection au nord de la zone, favorisant l'émergence de nouveaux projets.

Sachant que le ratio technico-économique I/V de cette révision de zonage est inférieure à 4 700 €/Nm<sup>3</sup>/h, les membres de la commission ont émis un avis favorable à cette proposition de maillage.

Source données GRDF



*Le Bureau Syndical prend acte de cette communication.*

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

En l'absence de Monsieur Jean-Yves HEURTIN, Vice-Président en charge du développement économique, et sur demande de Madame la Présidente, Monsieur Stéphane LEBARBIER, Directeur Général Adjoint Réseaux et Transition Énergétique, présente les travaux de la commission, réunie le 17 octobre 2025, qui nécessitent une délibération du Bureau Syndical.

## AIDES AUX EXTENSIONS POUR ACTIVITES ECONOMIQUES ET OUVRAGES COMMUNAUX, INTERCOMMUNAUX

La liste des dossiers, susceptibles de bénéficier d'aides aux travaux liés au développement du réseau, a été adressée aux élus du Bureau Syndical, préalablement à la réunion.



Pour les 5 projets, d'un montant de 163 717,91 € HT, la participation du SDEC ÉNERGIE (Part Couverte par le Tarif incluse) s'élève à 89 838,57 € pour les extensions du réseau et à 19 552,35 € HT pour les renforcements du réseau.

Madame la Présidente soumet cette liste de 5 nouveaux projets à l'approbation du Bureau Syndical.

*Après avoir entendu le rapport de Madame la Présidente, le Bureau Syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

- *AUTORISE la contribution financière du SDEC ÉNERGIE pour les 5 projets proposés, relevant d'activités économiques et d'ouvrages communaux et intercommunaux, pour un montant de 89 838,57 € HT pour les extensions du réseau (dont PCT) et de 19 552,35 € HT pour le renforcement du réseau sur la commune de Saint-Denis-de-Méré ;*
- *DIT que les écritures comptables nécessaires à l'exécution de cette délibération seront imputées sur les lignes de crédits votées au budget principal du SDEC ÉNERGIE ;*
- *CHARGE Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et l'autorise à signer tous les actes et documents s'y rapportant.*

## TRANSITION ENERGETIQUE

Monsieur Marc LECERF, Vice-Président en charge de la Transition Énergétique, présente les travaux de la commission réunie le 15 octobre 2025, qui nécessitent, pour certains, des délibérations du Bureau Syndical.

Avant de débiter la présentation des sujets inscrits à l'ordre du jour, Monsieur le Vice-Président propose aux élus quelques photos des deux premières ombrières installées par la société de projets SolisDEC :

### ➤ Falaise :





### ➤ Les Monts d'Aunay :



Le Bureau Syndical prend acte de cette communication.

## CREATION D'UN OU PLUSIEURS OPERATEURS POUR FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DES PROJETS DE PRODUCTION ENR

Dans le cadre des études de faisabilité en cours pour déterminer la pertinence de la création d'une SEM et ou d'une SPL pour favoriser le développement des projets de production d'énergies renouvelables, les conclusions du comité de pilotage du 6 novembre 2025 qui a réuni des élus du conseil départemental, de la communauté urbaine de Caen la mer et du SDEC ÉNERGIE sont présentées aux membres du Bureau Syndical pour qu'il puisse émettre un avis.

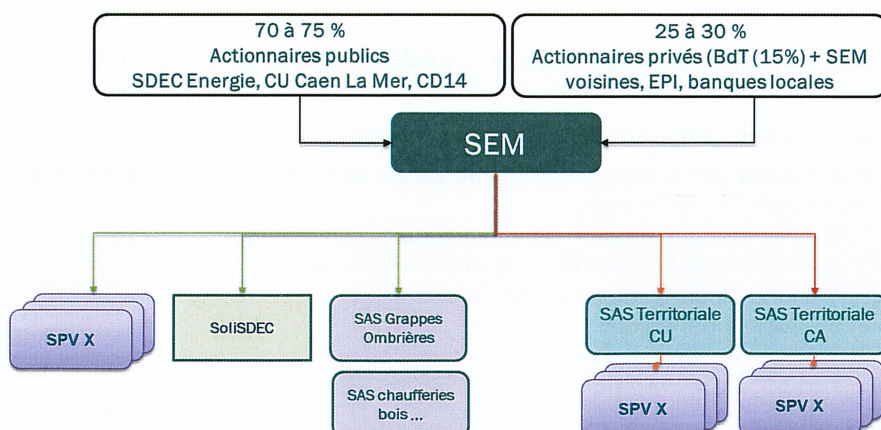
Les objectifs de ce comité de pilotage étaient les suivants :

- Restitution des études de faisabilité SEM et SPL ;
- Positionnement des partenaires sur le lancement des tranches conditionnelles (statut et pactes d'associés).

Voici le relevé des conclusions des échanges :

Sur l'étude de faisabilité de la SEM :

- Consensus sur l'utilité de la SEM,
- le modèle avec les 3 actionnaires (Conseil départemental, SDEC ENERGIE et CU Caen la mer) n'amène pas de commentaires particuliers
- Seul le scénario multi-énergies (PV, méthanisation, éolien, bois) de la SEM permet d'atteindre un TRI actionnaire raisonnable (5,36%,)
- Besoin de capital social : 7M€ (à libérer sur 5 ans)
- Modèle d'actionnariat envisagé :





On notera la possibilité de créer des filiales territoriales, pour répondre aux attentes de certains EPCI de prendre part dans la gouvernance et éventuellement dans le financement des projets localisés uniquement sur leur territoire.

- Calendrier :
  - **Novembre 2025** : lancement de la tranche conditionnelle (travail sur la rédaction des statuts, pactes d'associés) et rencontre avec les acteurs privés,
  - **1<sup>er</sup> trimestre 2026** : présentation des résultats,
  - **2<sup>ème</sup> semestre 2026** : Approbation des statuts et du pacte d'actionnaires par les assemblées délibérantes,
  - **Fin d'année 2026 / début 2027** : création de la SEM.

Sur l'étude de faisabilité de la SPL :

- Le sujet de la société publique locale questionne plus le Bureau Syndical qui, malgré les inquiétudes et réserves exprimées, considère qu'il faut mener la réflexion jusqu'à son terme et se propose donc de poursuivre l'étude en partenariat avec le conseil départemental et la communauté urbaine.
- Le syndicat propose que soit étudié un scénario qui intègre une participation « symbolique » du SDEC ENERGIE (cela ne vaut pas accord d'intégration dans la structure à ce stade de la réflexion),
- La confirmation « définitive » du choix d'intégrer ou non la structure se fera après restitution des éléments de la tranche conditionnelle,
- Le « glissement » du calendrier, similaire à celui de la SEM est également acté.

Sur la question de la mutualisation des moyens (humains) entre les deux structures :

- Il est trop tôt pour se positionner sur ce point,
- Il faut approfondir cette opportunité avant d'envisager le lancement éventuel de la tranche optionnelle sur la création d'un GIE.

## PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITES A LA TRANSITION ENERGETIQUE (PACTE) – RENOUELEMENT DE TROIS CONVENTIONS

---

Monsieur Marc LECERF rappelle que les communautés de communes du Pays de Falaise, de Vallées de l'Orne et de l'Odon et de Pré Bocage Intercom expérimentent depuis 2022 l'accompagnement « PACTE » - Programme d'Accompagnement des Collectivités à la Transition Energétique.

Leur accompagnement prenant respectivement fin, les 19 juillet, 9 octobre et 15 novembre 2025, les collectivités sollicitent un nouvel accompagnement.

Pour mémoire, le Bureau Syndical du 5 juillet 2024 a validé les modalités consolidées de l'accompagnement pour les communautés de communes, à savoir :

- Des nouvelles dispositions d'accompagnement en 5 volets :
  - Volet 1 – Impulsion d'actions sur le patrimoine des collectivités (diagnostic du patrimoine public et préconisations d'actions) ;
  - Volet 2 – Contribution au suivi de la planification énergétique ;
  - Volet 3 – Sensibilisation des élus, agents et habitants ;
  - Volet 4 – Innovation et mutualisation ;
  - Volet 5 – Aides financières.
- Une contribution nouvelle des communautés de communes bénéficiaires.



Dans le cadre de ces renouvellements, il est proposé de compléter les modalités par les actions suivantes :

- Identification des bâtiments communaux assujettis au décret BACS (pour « Building Automation and Control System », qui signifie en français : systèmes d'automatisation et de contrôle des bâtiments. Ces systèmes permettent de piloter les installations techniques du bâtiment, et ainsi de réduire les consommations d'énergie de celui-ci) ;
- L'EPCI est incité à une démarche active dans l'élaboration et la mise en œuvre de la feuille de route de la commission consultative de la transition énergétique (CCTE). Par exemple, en co-animant un groupe de travail de la CCTE.

Le financement et la contribution restent inchangés.

La commission propose donc au Bureau Syndical de fixer la contribution de chacun de ces 3 EPCI à 4 000 €/an pendant 3 ans, soit un montant total de 12 000 €.

Ces nouveaux accompagnements seront formalisés au travers de conventions dédiées, d'une durée de 3 ans, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, renouvelables par tacite reconduction.

Madame la Présidente soumet cette proposition de nouveaux conventionnements à l'approbation du Bureau Syndical.

*Après avoir entendu le rapport de Madame la Présidente, le Bureau Syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

- *APPROUVE l'adhésion à l'accompagnement PACTE des communautés de communes de Vallées de l'Orne et de l'Odon, du Pays de Falaise et de Pré Bocage Intercom, avec une contribution pour chacune d'un montant de 4 000 €/an pendant 3 ans, soit un montant total de 12 000 € ;*
- *DIT que les écritures comptables nécessaires à l'exécution de cette délibération seront imputées sur les lignes de crédits votées au budget principal du SDEC ÉNERGIE ;*
- *CHARGE Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et l'autorise à signer les conventions correspondantes ainsi que tous les actes et documents s'y rapportant.*

### MODALITES DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'ASSURANCE ET DE PUBLICITE DANS LE CADRE DU SERVICE DE CEP NIVEAU 3

Le SDEC ÉNERGIE a souhaité expérimenter le mandat de maîtrise d'ouvrage pour les travaux de rénovation énergétique de 5 collectivités (Conseil en énergie partagé de niveau 3), pour :

- conforter ses choix d'accompagnements ;
- avoir une vision précise des moyens humains nécessaires à la mise en place d'un tel accompagnement ;
- évaluer avec précision les coûts induits par cette nouvelle activité.

Sur ce dernier point, certains frais (assurance ou encore frais de publicité pour le lancement des marchés) n'avaient pas été identifiés et intégrés aux conventions de mandat des 5 expérimentations suivantes :

|                                  | CROCY      | VIMONT     | EVRECY     | CONDE-SUR-IFS | SAINT-PIERRE-CANIVET |
|----------------------------------|------------|------------|------------|---------------|----------------------|
| Coût TTC des assurances          | 5 299,11 € | 5 185,52 € | 4 405,76 € | 5 664,83 €    | pas encore connu     |
| Coût de la publicité des marchés | 1 170 €    | 1 170 €    | 1 170 €    | 1 170 €       | 1 170 €              |

Compte tenu du caractère expérimental de la démarche et sur proposition de la commission, Madame la Présidente soumet au Bureau Syndical la prise en charge par le Syndicat d'une partie de ces coûts de la manière suivante :



- Prise en charge intégrale des frais de publicité des marchés : environ 1 170 €/projet.
- Prise en charge de 80% des frais d'assurance (environ 20 000 € pour la totalité des projets).

*Après avoir entendu le rapport de Madame la Présidente, le Bureau Syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

- *DECIDE que, dans le cadre de l'expérimentation du service de Conseil en Énergie Partagé de niveau 3, le SDEC ÉNERGIE financera les frais d'assurance à la même hauteur que les aides apportées par le syndicat, dans son guide des aides financières, pour les activités de Conseil en énergie partagé (à savoir 80% pour les communes de catégorie B2 et C) ;*
- *DECIDE de prendre intégralement à sa charge les frais de publicité inhérents aux lancements des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux ;*
- *DIT que les écritures comptables nécessaires à l'exécution de cette délibération seront imputées sur les lignes de crédits votées au budget principal du SDEC ÉNERGIE ;*
- *CHARGE Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et l'autorise à signer tous les actes et documents s'y rapportant.*

## MOBILITES BAS CARBONE

Monsieur Jean-Luc GUILLOUARD, Vice-Président en charge des mobilités bas carbone, présente les travaux de la commission réunie le 15 octobre 2025, qui nécessitent des délibérations du Bureau Syndical.

### APPORT D'UNE AIDE FINANCIERE POUR LE DEPLACEMENT D'UNE BORNE DE RECHARGE - GOUVIX

Monsieur le Vice-Président présente la demande de la commune de Gouvix relative au déplacement d'une borne existante :

| Date de la demande | Objet de la demande               | Observations                            | Puissance | Montant HT | Aide apportée     |
|--------------------|-----------------------------------|---|-----------|------------|-------------------|
| 30/06/2025         | Déplacement d'une borne existante | Travaux en coordination en janvier 2026 | 22 kVa    | 3 177,10 € | 20%<br>(635.42 €) |

Après étude du dossier, la commission propose d'accorder à la collectivité une aide de 20 % sur les coûts liés au déplacement de cette infrastructure.

Madame la Présidente soumet cette proposition d'aide financière à l'approbation du Bureau Syndical.

*Après avoir entendu le rapport de Madame la Présidente, le Bureau Syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

- *DECIDE d'accorder une aide de 20 % à la commune de Gouvix sur les coûts liés au déplacement de la borne ;*
- *DIT que les écritures comptables nécessaires à l'exécution de cette délibération seront imputées sur les lignes de crédits votées au budget annexe « Mobilité Durable » du SDEC ÉNERGIE ;*
- *CHARGE Madame la Présidente de la mise en œuvre de ces décisions et l'autorise à signer tous les actes et documents s'y rapportant.*



## CONVENTION DE MANDAT POUR LA PERCEPTION DES RECETTES AU TITRE DE L'EXPLOITATION DU RESEAU D'IRVE

Monsieur Jean-Luc GUILLOUARD rappelle que, dans le cadre du marché public d'exploitation des infrastructures de recharges pour véhicules électriques – IRVE - passé avec la société Citéos pour la période 2022 – 2025, une convention de mandat pour la perception des recettes avait été mise en place.

Suite à la mise en concurrence de ce marché pour la période 2026 – 2029, la société Load STATIONS a été retenue pour réaliser la supervision, l'exploitation et la maintenance des bornes IRVE à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026. Une nouvelle convention de mandat est donc nécessaire.

En application des articles L1611-7-1 et D1611-32-9 du Code général des collectivités territoriales, le mandant donne mandat au mandataire de gestion pour percevoir les recettes tirées de l'exploitation des infrastructures de recharge de véhicules électriques perçues auprès des clients.

La convention de mandat proposée, conclue pour la durée du marché, fixe ainsi les obligations (recouvrement, comptabilité séparée, reversement mensuelle des recettes et reddition trimestrielle des comptes) et missions confiées au mandataire, à savoir :

- Facturer aux clients l'accès aux bornes de recharge,
- Encaisser les recettes versées,
- Reversement la totalité des recettes collectées,
- Traiter les impayés.

La rémunération du mandataire est incluse dans le forfait des frais d'exploitation du réseau.

La mission du mandataire débute à l'issue des opérations préalables à la bascule de chacune des bornes dans le système d'exploitation de Load STATIONS.

*Après avoir entendu le rapport de Madame la Présidente, le Bureau Syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité :*

- *APPROUVE la convention de mandat proposée, pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules électriques et hybrides, avec la société Load STATIONS ;*
- *CHARGE Madame la Présidente de la mise en œuvre de ces décisions et l'autorise à signer tous les actes et documents s'y rapportant.*

## TRAVAUX SUR LES RESEAUX PUBLICS D'ELECTRICITE

Monsieur Denis CHÉRON, Vice-Président en charge des travaux sur les réseaux publics d'électricité, présente les travaux de la commission réunie le 17 octobre 2025, qui nécessitent des délibérations du Bureau Syndical.

## PROGRAMME DE RACCORDEMENT AU RESEAU PUBLIC D'ELECTRICITE – 7EME TRANCHE 2025

Monsieur le Vice-Président présente au Bureau Syndical une septième tranche de travaux 2025, pour le raccordement au réseau public d'électricité concernant 13 projets, pour un montant de 333 978€ € HT, dont 87 896 € HT de renforcement nécessaire à 3 projets et 246 082 € HT consacrés aux extensions.

La liste de ces projets, étudiés par la commission, a été transmise aux membres du Bureau Syndical, préalablement à la réunion.

Madame la Présidente soumet la validation de cette liste au Bureau Syndical.



Après avoir entendu le rapport de Madame la Présidente, le Bureau Syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DECIDE d'adopter la septième tranche de travaux 2025 de raccordement du réseau public d'électricité proposée (13 projets, pour un montant de 333 978 € HT) ;
- DIT que les écritures comptables nécessaires à l'exécution de cette délibération seront imputées sur les lignes de crédits votées au budget principal du SDEC ÉNERGIE ;
- CHARGE Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et l'autorise à signer tous les actes et documents s'y rapportant.

#### PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU RESEAU PUBLIC D'ELECTRICITE – 1ERE TRANCHE 2026

Monsieur Denis CHÉRON propose au Bureau Syndical une première tranche de travaux 2026, pour le renforcement du réseau public d'électricité concernant 8 projets, pour un montant de 936 439 € HT.

La liste de ces projets, étudiés par la commission, a été transmise aux membres du Bureau Syndical, préalablement à la réunion.

Madame la Présidente soumet la validation de cette liste au Bureau Syndical.

Après avoir entendu le rapport de Madame la Présidente, le Bureau Syndical après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DECIDE d'adopter la première tranche de travaux 2026 de renforcement du réseau public d'électricité proposée (8 projets, pour un montant de 936 439 € HT) ;
- DIT que les écritures comptables nécessaires à l'exécution de cette délibération seront imputées sur les lignes de crédits votées au budget principal du SDEC ÉNERGIE ;
- CHARGE Madame la Présidente de la mise en œuvre de cette décision et l'autorise à signer tous les actes et documents s'y rapportant.

#### ECLAIRAGE PUBLIC ET SIGNALISATION LUMINEUSE

Monsieur Jean LEPAULMIER, Vice-Président en charge de l'éclairage public et de la signalisation lumineuse, présente les travaux de la commission réunie le 17 octobre 2025.

#### ECLAIRAGE PUBLIC ET SIGNALISATION LUMINEUSE – 6EME TRANCHE DE TRAVAUX 2025 < 40 K€ HT

Monsieur le Vice-Président présente au Bureau Syndical la liste des opérations engagés depuis le Bureau Syndical du 26 septembre 2025, dont les coûts sont inférieurs au seuil de 40 k€ HT :

| PROGRAMME TRAVAUX       |                          | NOMBRE DE PROJETS | MONTANT TTC |
|-------------------------|--------------------------|-------------------|-------------|
| Eclairage Public        | Extension renouvellement | 75                | 242 314 €   |
|                         | Fonds Vert               | 1                 | 23 688 €    |
| Signalisation Lumineuse |                          | 15                | 21 921 €    |
| TOTAL                   |                          | 91                | 287 923 €   |

Le Bureau Syndical prend acte de cette 6<sup>ème</sup> tranche de travaux 2025 < 40 k€ HT.

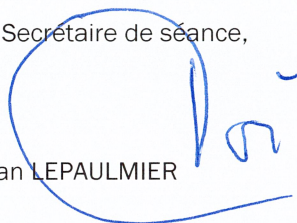


L'ordre du jour étant épuisé, Madame Catherine GOURNEY-LECONTE donne la parole à l'assemblée.

Sans observation, Madame la Présidente confirme que la prochaine séance est programmée le vendredi 5 décembre 2025 à 9h30 et lève la séance à 12h10.

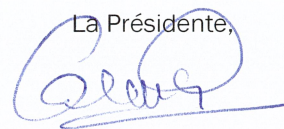
Le Secrétaire de séance,

Jean LEPAULMIER

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'J' and 'L' followed by a small 'M'.

La Présidente,

Catherine GOURNEY-LECONTE

A handwritten signature in blue ink, featuring a large, stylized 'C' and 'G' followed by a horizontal line.